

Optez pour les charbons écologiques, une décision positive pour la Planète

Pour préserver les forêts dans leur rôle de régulation du climat, il faut désormais opter pour les charbons écologiques. C'est l'essentiel à retenir du message de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) à travers son projet BENKADI dans une nouvelle vidéo publiée sur YouTube.



Dans un contexte marqué par les problèmes environnementaux, les charbons écologiques sont bien plus qu'une alternative durable, ils représentent un choix conscient pour l'environnement. Fabriqués à partir de sources renouvelables telles que les résidus agricoles, les coques de noix de coco et les sciures de bois recyclées, ils contribuent à la gestion durable des ressources naturelles.

□ Avantages des Charbons Écologiques:

- Fabriqués à partir de sources renouvelables.
- Moins de fumée et d'émissions toxiques.
- Réduction de la déforestation et préservation de la biodiversité.
- Moins d'énergie nécessaire à leur production, réduisant l'empreinte carbone.

□ Inconvénients des Charbons de Bois Traditionnels:

- Déforestation et perte de biodiversité.
- Émissions polluantes contribuant à la pollution

atmosphérique.

□ Impact négatif sur le changement climatique.

Opter pour les charbons écologiques, c'est contribuer à la préservation des écosystèmes forestiers et à lutter contre des problèmes environnementaux majeurs tels que la déforestation, le changement climatique et la pollution de l'air.

Megan Valère SOSSOU

Genre et Inclusion sociale pour l'adaptation climatique: le succès du Projet BENKADI

Dans la chaleur des grottes de Dassa-Zoumé, les jeunes, les femmes et les personnes handicapées ayant choisi de faire du maraîchage pour s'adapter aux changements climatiques, bénéficient du soutien du projet Benkadi.

«Grâce au Projet BENKADI, nous utilisons désormais des composts efficaces pour nos cultures maraîchères, économisant ainsi sur les engrais chimiques coûteux », se réjouit Rachelle ABREWA, maraîcher à Dassa-Zoumè. Son témoignage est à l'image de ceux de nombreuses autres femmes et jeunes maraîchers de la commune qui saluent la transition vers une agriculture plus adaptative aux changements climatiques, insufflée par le Projet BENKADI.



Cultures de piment avec des diguettes

Ce projet novateur a fait des jeunes, des femmes et des personnes handicapées les cibles privilégiées de ses

interventions. Conscient des obstacles auxquels elles sont confrontées, notamment en matière d'accès aux ressources essentielles, telles que l'eau, l'énergie et la terre agricole, le Projet BENKADI intervient pour combler ces écarts.

Marie Odile HOUNTONDJI, épouse COMLANVI, Experte en Genre et Inclusion du Projet BENKADI, explique: « *Les interventions de Benkadi sur le terrain se font surtout à travers les groupes organisés à savoir les groupements et associations dont les personnes vulnérables sont membres. Le projet a mis l'accent sur le renforcement des capacités des membres de ces groupements et associations pour leur implication effective dans les activités liées aux changements climatiques* ». Ces personnes participent aux séances de sensibilisation et aux formations organisées sur le terrain à travers des ONG partenaires de mise en œuvre a-t-elle précisé.

À Dassa-Zoumè, après le consortium AVOTRIDEB ONG – CPN Les papillons, c'est CREDEL ONG qui met en œuvre actuellement les actions du projet BENKADI. Elle implique davantage de jeunes, de femmes et de personnes handicapées dans diverses initiatives liées aux interrelations entre changements climatiques, le genre et l'inclusion sociale, ainsi que sur la promotion des pratiques d'adaptation basées sur les écosystèmes.

Intervention de BENKADI, échos des bénéficiaires

Salomé KOBA, membre de la coopérative agricole Itchéléré, témoigne de l'impact transformateur des formations reçues: «*Nos sols s'épuisaient, c'était inquiétant. Mais grâce au projet BENKADI, on a trouvé des astuces pratiques. On a commencé à planter du pois d'angole et du mucuna pour les enrichir et c'est vraiment efficace pour nos sols.* »

Son collègue, Maurice Kadoukpè AGOSSOU vit de belles expériences. Il raconte : À travers le Projet BENKADI, nous

avons eu l'opportunité de mettre en avant à l'élaboration du Plan de Développement Communal, 4ème Génération, des idées pour promouvoir le maraîchage biologique et l'utilisation des semences locales résilientes à la sécheresse.»

De plus, renchérit, Rosine Koba, *«Le projet BENKADI nous a appris des techniques précieuses comme la construction des diguettes pour préserver les cultures des inondations et le labour en pente contre l'érosion. »*

Par ailleurs, les déchets agricoles servent autrement à ces maraîchers déterminés à offrir des produits sains à la population. Joséphine Koba, apprécie: *«Nous avons expérimenté plusieurs fois les composts et les avons trouvés très efficaces pour nos cultures. »* C'est pourquoi, poursuit-elle, *«nous continuons de l'adopter. »*



Un dispositif de compostage

Comme eux, Pauline Awakadji, Yves Gbedji et Jeanette Badjagoun ont témoigné également des avantages des formations sur leurs pratiques agricoles et leur leadership, leur permettant de faire face aux défis liés aux changements climatiques.

Monique Chabi, animatrice de CREDEL ONG à Dassa Zoumè, loue l'assiduité des bénéficiaires au cours des formations et la mise en œuvre effective des pratiques durables acquises.

Si le projet BENKADI a su répondre aux besoins de ses bénéficiaires, c'est parce qu'\\'en amont un travail a été fait. Selon Mme Comlanvi *« BENKADI a réalisé des études de référence respectivement sur le genre et l'inclusion sociale dans la dynamique d'adaptation basée sur les écosystèmes et sur l'appui aux jeunes la promotion des meilleures pratiques et solutions endogènes et ou innovantes dans l'\\'adaptation et l'\\'atténuation des effets des changements climatiques.»* Ces outils comprennent des modules de formation, des films documentaires, des recueils de textes et des sessions de

sensibilisation, qui ont renforcé la compréhension et l'engagement des bénéficiaires.



Coopérative Agricole Itchéleré de Dassa -Zoumè

L'implication des populations vulnérables dans les processus décisionnels est au cœur de l'approche du Projet BENKADI. L'experte souligne : « *il a été nécessaire d'associer les personnes vulnérables à la constitution et aux séances de dynamisation des cadres de concertation et de dialogue multi acteurs pour la gouvernance participative inclusive des changements climatiques au niveau des secteurs de l'agriculture, de l'environnement, de l'eau et de la décentralisation.* » Le leadership manifeste des femmes, des jeunes et des personnes handicapées lors de la Journée Internationale de la Femme 2023 en est un exemple concret à-t-elle rappelé.

Pour le compte de l'année 2023, les statistiques parlent d'elles-mêmes. Le Projet BENKADI a impacté plus de 900 personnes, dont un tiers de jeunes et près d'un tiers de femmes, démontrant ainsi son engagement en faveur de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale pour l'adaptation aux changements climatiques.

Megan Valère SOSSOU

Projet Benkadi: le Bénin actualise son dossier MAB

UNESCO en intégrant de nouveaux sites

Between November 7-9, 2023, significant progress was made in biodiversity preservation in Benin, with the approval of management plans for nine new sites, including the Mono and lower Ouémé valley. This momentous event, a result of meticulous work by a group of consultants under MAB UNESCO, CENAGREF, and the Benkadi Project, highlights a substantial advancement in sustainable practices for managing natural reserves. The integration of these nine new sites into the MAB UNESCO dossier underlines Benin's ongoing commitment to conserving its natural wealth and exceptional biodiversity. The plan's conformity with MAB UNESCO's rigorous standards demonstrates the stakeholders' substantial efforts in this process.

Grand-Popo et Athiémè : Une Caravane pour la justice climatique et l'intégration de l'Adaptation Basée sur l'Écosystème dans les Plans de Développement Communaux

Le 14 et 15 novembre 2023, les villes de Grand-Popo et Athiémè ont accueilli une initiative majeure visant à sensibiliser et plaider en faveur de l'intégration de l'Adaptation basée

sur l'Écosystème (AbE) dans les Plans de Développement Communaux (PDC). Organisée dans le cadre du projet BENKADI, cette caravane de sensibilisation a été coordonnée et animée par l'ONG JVE BENIN, mandatée par le Projet BENKADI.



L'objectif de cette caravane était de donner une voix aux communautés locales, mobiliser les acteurs locaux et sensibiliser sur l'importance cruciale d'intégrer l'AbE dans les PDC, renforçant ainsi la résilience face aux changements climatiques et promouvant la durabilité environnementale.

À Grand-Popo et Athiémè, une cinquantaine de participants issus de divers secteurs ont activement participé à cette caravane, scandant des chants et des slogans tels que « AbE PDC » pour rythmer le parcours jusqu'à la mairie, lieu symbolique où le plaidoyer a pris toute son ampleur. La déclaration de plaidoyer des communautés a été remise aux autorités municipales.



Dans la commune d'Athiémè, le Secrétaire Exécutif a officiellement reçu la déclaration, exprimant chaleureusement son engagement à prendre en compte les préoccupations de la communauté. À Grand-Popo, c'est le Chef du Service Environnement qui a pris la déclaration, affirmant l'engagement de la mairie à intégrer les préoccupations communautaires.

Les engagements pris par les autorités municipales portent sur l'intégration de l'AbE dans les PDC, le développement et la mise en œuvre des politiques locales favorisant les pratiques d'AbE, ainsi que la promotion de la durabilité environnementale.



À la fin de cette initiative, plusieurs résultats concrets ont

été obtenus, dont un fort engagement communautaire, une influence sur les décideurs locaux pour l'inclusion de stratégies AbE dans les PDC, et le renforcement de la résilience communautaire face aux changements climatiques.



Cette caravane a clairement fait entendre la voix des communautés et a eu un impact positif sur les décideurs locaux. Les résultats obtenus démontrent que la mobilisation communautaire est une force catalysatrice pour promouvoir des politiques locales adaptatives et durables. Les engagements des autorités locales et la participation active des communautés marquent une avancée significative vers la création de communautés plus résilientes et durables face aux défis environnementaux.

Actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion des réserves de Biosphère : Les acteurs clés valident les enquêtes de terrains

Le projet Benkadi réunit du mardi 18 au jeudi 20 juillet 2023 à Grand-Popo, les Ongs de gestion et associations de gestion de sites, les structures étatiques, les autorités communales et autres acteurs clés sur l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion de la Réserve de Biosphère du Mono. À travers l'Outil Intégré sur l'Efficacité de Gestion, IMET (Integrated Management Effectiveness Tool), les éléments

collectés par les consultants sur le terrain pour l'élaboration du document actualisé seront validés.



Pour sauvegarder les services écosystémiques, le Projet Benkadi au Bénin appuie actuellement les populations afin de réaliser l'impact poursuivi qui est que : « Les gouvernements et le secteur privé mettent en œuvre des politiques, programmes et pratiques inclusifs avec la participation des OSC et des communautés locales y compris les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap pour accroître la résilience des communautés vulnérables aux effets du changement climatique dans les quatre pays d'intervention de Benkadi. »

Le projet Benkadi au Bénin conduit actuellement une enquête de terrain afin de contribuer à l'Actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion (PAG) des réserves de Biosphère du Mono et de la Basse Vallée de l'Ouémé au Sud du Bénin et définir des objectifs et mesures de gestion de l'actualisation des PAG des deux Réserves. A l'étape de Grand-Popo, les Ongs de gestion de sites, les Association de gestions des sites, Mab Unesco, le Centre de Gestion des Réserve de Biosphère (CENAGREF), les Agents territoriaux de gestion agricole, des maires du Mono et du Couffo accompagnés des cadres techniques et autres responsables du secteur du cadre de vie et du développement durable dans les deux départements sont mobilisés depuis ce mardi 18 juillet à l'hôtel Bel Azur de Grand-Popo. Pendant 72 heures, l'atelier campagne IMET (Integrated Management Effectiveness Tool) 2023 entendu, Outil Intégré sur l'Efficacité de Gestion des Réserves de Biosphère, leur permettra de faire l'encodage des données, l'analyse des résultats et utilisation des résultats pour la planification, l'opérationnalisation, la prise de décision et le suivi. Une démarche pour faire valider les enquêtes de terrain par les acteurs clés du Mono/Couffo.



D'après les spécialistes, le contexte actuel expose que les réserves de biosphère du Mono et de la Basse Vallée de l'Ouémé au Sud du Bénin en raison de leur situation dans la partie côtière du Bénin, de la structure très dispersée et étoilée des différents sites qui les composent sont exposés aux effets néfastes des changements climatiques. Or, à l'origine, elles ont été créées pour sauvegarder la biodiversité spécifique des écosystèmes du sud du Bénin, protéger les bassins versants des fleuves Mono et Ouémé ainsi que leurs affluents. Cela devrait aussi assurer une couverture suffisante en ressources forestières afin de garantir une quantité de puits à carbone dans cette partie très urbanisée du Bénin.

C'est donc, face à cette situation, qu'il a été jugé important de prendre en compte les changements climatiques dans la gouvernance de ces réserves de biosphère. Cela devant permettre de garantir et de pérenniser les objectifs et acquis de l'érection de ces deux réserves, le Projet Benkadi, s'est alors engagé pour accompagner la présente actualisation afin de contribuer aux objectifs de développement durable et surtout de la cible 13 des ODD qui vise à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des pays face aux aléas et catastrophes climatiques.

Après le mot de bienvenue du Chef Projet Benkadi, Sagbo Damien Djodjo Kouton, qui a exhorté les participants à l'assiduité, le Professeur Aristide Téhou, personne ressource, a invité tout le monde à apporter sa contribution à la réalisation d'un document de bonne facture. L'honneur est revenu à la représentante du Cenagref, Madame Faï Chabi Yaoure de lancer les travaux.

Après l'étape du Mono, la semaine prochaine sera le tour des acteurs clés sur la Réserve de la Basse Vallée de l'Ouémé au Sud du Bénin.

ATELIER CAMPAGNE IMET 2023 DES RESERVES DE BIOSPHERE L'EFFICACITE DE GESTION DE LA RESERVE DU MONO EVALUEE

L'étape d'évaluation de l'efficacité de gestion de la réserve de biosphère du Mono s'est achevée ce jeudi 20 juillet 2023. Pendant 72 heures plusieurs acteurs clés ont été réunis à Grand-Popo par le Projet Benkadi pour cet exercice dont la finalité est d'appuyer le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (Cenagref) pour actualiser des Plans d'Aménagement et de Gestions(Pag) des réserves du Mono et ensuite de la basse vallée de l'Ouémé en y intégrant les aspects changement climatique et genre avec une planification des activités sur les 10 années à venir.



Pour ce processus d'actualisation du Pag du Mono, la phase campagne Imet d'évaluation a réuni entre autres : des Maires, des cadres du cenagref, les Accb, le Maep, la Dgefc, le comité national Mab Unesco etc. En expliquant les radars issus de l'évaluation de la gestion antérieure du Pag de la réserve du Mono par l'outil IMET, le Professeur Aristide Téhou a déclaré: « On a le miroir de l'état de gestion de la réserve de biosphère du Mono et on peut apprécier les défis». Le travail de 72h qui s'est fait sur la gestion de cette réserve de 2016 à 2022 a présenté un cycle de gestion avec le premier diagramme qui accorde 63% au contexte, la planification affiche un taux de 42,6 montrant selon le professeur que, la déclinaison du plan de gestion présente des situations parcellaires. Il faut donc travailler à l'améliorer.

Les intrants affichent un très faible taux 13,3%. Et le commentaire qui en découle est que normalement il faut un secrétariat permanent doté d'un budget annuel sécurisé pour la gestion. Selon le professeur Toussaint Loubégnon, il faut des mesures de préconisations pour améliorer la gestion de la réserve.

Des potentiels existent qu'il faut exploiter, mais le taux de suivi et recherche sur la réserve qui est de 6,27% invite à une ouverture pour que les chercheurs permettent de disposer de plus de données fiables sur la réserve. Si le tourisme affiche un taux de 25,27%, ceci appelle une action des maires pour développer le tourisme afin d'en tirer meilleur profit. Le score de 52,9% que présente la protection/gestion fait constater que du travail se fait. La relation est à 31,4%, la gestion interne affiche 35% et le changement climatique et service écosystémique est au taux de 12%. Il en résulte qu'il y a très peu de suivi effectué, et très peu de travaux scientifiques, alors que c'est cela qui permet de prendre des décisions. Le rapport final présente un indice de 38,18%.



Et la conclusion que tire le professeur Aristide Téhou est que si on travaille sur les maillons faibles on peut améliorer les scores. Mais l'inquiétude se situe au niveau du budget sécurisé qui est de zéro. Ce qui n'est pas bon. Il faut donc un secrétariat avec un budget sécurisé pour le développement de la réserve. Désormais aussi, toutes les actions, les investissements doivent être capitalisés.

Nouvelle vision

Après les commentaires sur les diagrammes, le Professeur Toussaint Loubégnon a fait la restitution du diagnostic de gestion, de définition des objectifs de gestion et de planification des mesures de gestion de la réserve de biosphère du Mono. Cela a permis de projeter une vision pour le site à l'horizon 2033. La présentation du Professeur

Toussaint Loubégnon a été un rapport pour permettre de définir et valider la vision. Un atelier similaire démarre le mercredi sur le Plan d'Aménagement et de Gestions(Pag) de la réserve de la basse vallée de l'Ouémé.

Cell /Com Benkadi

Projet BENKADI au Bénin : Des Attentes Clairvoyantes envers les Acteurs pour le Bien-être des Communautés

Au Bénin comme au Mali, au Burkina Faso et en Côte-d'Ivoire, le projet BENKADI s'est donné pour mission d'améliorer qualitativement l'efficacité des politiques publiques en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets en encourageant une plus grande participation citoyenne.



Pour mener à bien cette mission, BENKADI collabore étroitement avec un large éventail d'acteurs en qui, il place de grandes attentes. Il s'agit des autorités locales, des organisations de la société civile, des acteurs du secteur privé et des ministères sectoriels.

Des autorités locales

Les autorités locales jouent un rôle crucial dans la réussite du projet BENKADI. C'est pourquoi, le projet attend d'elles une compréhension approfondie des enjeux du projet et un

engagement ferme en faveur de sa mise en œuvre réussie. Cet engagement se traduit par une déclaration écrite du Conseil Communal, une participation active aux activités du projet, notamment les ateliers de concertation multi-acteurs et la sensibilisation sur la conservation des écosystèmes. De plus, elles sont encouragées à prendre des mesures administratives pour favoriser l'adoption de l'Adaptation Basée sur les Écosystèmes (ABE) et à élaborer et mettre en œuvre un Plan de Développement Communal (PDC) prenant en compte l'ABE.

Des Organisations de la Société Civile

Les OSC jouent un rôle vital dans la mise en œuvre du projet BENKADI. Le projet attend d'elles qu'elles améliorent leur connaissance de l'ABE et de la participation citoyenne, renforcent leurs capacités en plaidoyer et lobbying, accompagnent les communautés locales, assurent une veille citoyenne et soutiennent la mise en œuvre des actions de l'ABE dans les communes. Leur rôle est essentiel pour garantir un dialogue multi-acteur efficace et renforcer la résilience des communautés locales.

Des acteurs du secteur privé

Les acteurs du secteur privé ont un rôle à jouer dans la promotion de l'ABE. Le projet BENKADI attend d'eux qu'ils s'approprient les enjeux de l'ABE, collaborent avec le projet, accroissent leurs connaissances sur les pratiques promues par l'ABE en lien avec leurs activités économiques, et initient l'application de ces pratiques. Ils sont également encouragés à impliquer les communautés locales dans leurs activités économiques et à adopter des pratiques de gestion durable des ressources naturelles.

Des ministères sectoriels

La collaboration efficace des ministères sectoriels est d'une grande nécessité pour atteindre les objectifs du projet BENKADI. Ainsi, le projet attend d'eux qu'ils facilitent

la mise en place d'un cadre institutionnel plus inclusif au niveau national et local, ainsi que le dialogue multi-acteur. Ils sont encouragés à améliorer leurs connaissances sur la participation citoyenne et l'ABE, à accompagner tous les acteurs dans l'intégration de l'ABE dans les projets et programmes du gouvernement, et à promouvoir une participation équilibrée de toutes les catégories d'acteurs, y compris les jeunes, les femmes, les communautés locales et les personnes vivant avec un handicap, dans le processus de formulation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques.

En somme, le projet BENKADI place des attentes clairvoyantes sur les épaules de divers acteurs, dans l'objectif commun de promouvoir l'ABE et de renforcer la résilience face au changement climatique au Bénin. Ce projet représente un modèle de collaboration multi-acteurs pour un avenir plus durable.

Megan Valère SOSSOU

Promotion de l'AbE pour le développement durable des communes : le projet Benkadi renforce les entreprises sur la RSE

Le Projet Benkadi au Bénin a réuni ce lundi 26 juin 2023, le secteur privé pour renforcer les capacités de ses acteurs sur la responsabilité sociétale des entreprises orientée sur l'Adaptation basée sur les Écosystèmes. Cet atelier de 72

heures vise entre autres à contribuer, à l'assurance de la pratique de la responsabilité sociétale des entreprises qui promeut l'AbE pour le développement durable des communes.



En souhaitant la bienvenue aux participants, le Secrétaire Permanent de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB), M. Ernest Comlan Pédro a salué tous ceux qui ont fait le déplacement de Grand Popo. Il a précisé qu'au nombre des acteurs à intégrer dans la conduite du projet Benkadi au Bénin sur les nouvelles thématiques et enjeux du dialogue multi-acteurs sur les changements climatiques, le secteur privé est très important. Et il les invite à contribuer fortement à l'atteinte des objectifs de l'atelier.

À sa suite, le Président du Conseil d'Administration de la PASCIB, M. Comlan Aurélien Atidéglà en lançant l'atelier a insisté sur le fait qu'il est important que les différents acteurs comprennent les enjeux actuels de l'adaptation basée sur les écosystèmes (AbE) afin que les entreprises l'intègrent au mieux dans leurs responsabilités sociales. Car pour lui, le présent atelier a une connotation toute particulière, parce qu'elle porte sur la responsabilité sociétale des entreprises. Le terme n'est pas nouveau, mais il n'est pas très développé dans notre pays. Il est donc important de recueillir les contributions du secteur privé afin d'assurer la synergie pour une auto gouvernance en faveur de la lutte contre les changements climatiques. Il s'agira aussi de voir les opportunités qui s'offrent au secteur privé pour qu'elle puisse prendre en compte le volet environnemental en ce qui concerne le développement.

Cet atelier de renforcement de capacités des capacités des acteurs du secteur privé sur la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) orientée AbE regroupe les exploitants agricoles, exploitants forestiers, les industriels, la Chambre de Commerce et d'industrie du Bénin et le Patronat.



Abordant le premier module de formation relatif à l'historique et mécanismes de la RSE en Afrique et au Bénin ; la démarche et les outils RSE dans les entreprises et la RSE et le management des entreprises, Dr Aurélien Atidéglà a procédé à une clarification de concept. Il a fait ressortir que lorsqu'on aborde la question de la responsabilité sociale des entreprises, les différents acteurs ont tendance à sous-estimer la place de l'environnement. Et c'est pour que cela soit désormais systématique, qu'il a été retenu le néologisme « sociétal » qui prend en compte le social et l'environnemental. On ne doit donc plus mettre l'accent sur le social au détriment de l'environnement en parlant seulement de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). D'ailleurs, dans la langue anglaise, on parle bien de Corporate Social Responsibility (CSR), qui prend en compte l'environnement, l'économie et autres. La RSE s'applique a dit M. Atidéglà à tous les domaines et tout le monde est concerné. On en parle de plus en plus parce que les entreprises créent de plus en plus de dégâts. Il a ponctué cette situation par des exemples au Niger, en Côte d'Ivoire. Au Togo par exemple, les déchets de phosphate font rage. Et à Xlacodji au Bénin, une entreprise lâchait des poussières de ciment sur les populations.

Pour mieux aborder la thématique, il a été précisé que les trois sphères à prendre en compte sont : la sphère politique, la sphère économique et la sphère sociale.

Après avoir constaté qu'il n'y a pas un encadrement spécifique pour la RSE au Bénin, et qu'il n'existe que des textes épars, l'atelier s'est réjoui de la dynamique actuelle du gouvernement qui s'est engagé en réunissant différents acteurs il y a quelques jours sur l'élaboration de la politique nationale de la RSE au Bénin.

Il est à préciser que selon l'agenda de l'atelier, il sera aussi abordé comme modules : les dommages environnementaux des entreprises privées et leurs liens avec les changements

climatiques et la RSE. À ce niveau, les participants seront entretenus sur quelques types d'entreprises et les dommages environnementaux de leurs processus de production ; la gestion des dommages environnementaux en relevant les mesures de sauvegarde environnementales et sociales ; liens entre dommages environnementaux et changements climatiques et les mesures AbE. Le troisième module permettra d'explorer les opportunités et engagements des entreprises privées du Bénin pour la RSE. Il s'agira d'échanger sur les dispositions juridiques et réglementaires au Bénin pour le non-respect de la RSE. Enfin, il sera exposé, les opportunités et faveurs accordées pour la RSE au sein des entreprises.

Cell Com Benkadi/Bénin

Projet BENKADI au Bénin : La PASCiB renforce les OSC à capter des fonds sur les changements climatiques et la biodiversité

Dans le cadre du Projet BENKADI, la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) organise actuellement un atelier de renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile (OSC) sur les nouvelles thématiques liées aux changements climatiques et aux canevas du Fond Vert pour le climat. Cette rencontre, qui a débuté officiellement ce 23 mai 2023 à Grand Popo, vise à doter les OSC des outils nécessaires pour accéder aux financements dans ces domaines cruciaux.



La mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et du Plan National d'Adaptation (PNA) requiert des ressources financières. Afin de parvenir à cet objectif, il est essentiel de renforcer les capacités des porteurs potentiels de projets d'adaptation et d'atténuation pour accéder aux financements climatiques. C'est dans cette optique que la PASCiB a initié cet atelier de formation pour renforcer les capacités des OSC sur les nouvelles thématiques identifiées et les modalités du Fond Vert pour le climat.

Le Chargé de projet du Projet BENKADI, DJODJO KOUTON Sagbo Damien a justifié cette initiative en déclarant lors de la cérémonie d'ouverture : « La PASCiB a souhaité répondre à ce besoin en organisant cette rencontre, à l'issue de laquelle des idées de projets seront analysées afin de présenter des projets accessibles, éligibles et acceptés. »



ACCROMBESSI Marcelin, Représentant le Ministère du Cadre de Vie et des Transports a souligné l'importance de cette formation, « c'est une opportunité pour chacun de vous de recevoir cette formation et d'accéder ainsi aux connaissances sur le Fond Vert pour le climat. » Il a également encouragé les participants à profiter pleinement des trois jours de l'atelier.

La Vice-Présidente de la PASCiB, Léontine KONOU IDOHOU a appelé les acteurs présents à renforcer les mesures de protection de la biodiversité et du climat. Elle a exprimé le souhait que les acteurs puissent sortir de cette rencontre avec des projets bancables.

L'objectif de cet atelier est de contribuer à la réalisation de projets axés sur les changements climatiques et l'Adaptation fondée sur les Écosystèmes (AbE), portés par les OSC et financés par le Fond Vert pour le climat, dans le

cadre de la mise en œuvre des CDN et du PNA. En d\\\'autres termes, il s\\\'agit de fournir aux réseaux d\\\'OSC et d\\\'ONG, représentés par une trentaine d\\\'acteurs de la Société Civile, les compétences nécessaires pour accéder aux financements disponibles pour les projets liés aux changements climatiques et à la biodiversité.



Pour Dr Yécy Peggy TOHINLO, experte en développement durable, cette rencontre offrira aux OSC des facilités pour soumettre des dossiers de qualité au Fond Vert pour le Climat, afin d\\\'impacter davantage les communautés à la base.

Rappelons qu\\\'aux termes de l\\\'atelier les participants verront leurs connaissances améliorées sur l\\\'accès au Fond Vert pour le Climat et sur les projets d\\\'adaptation et d\\\'atténuation aux changements climatiques. Les capacités des ONG et composantes de la PASCiB seront renforcées en matière d\\\'analyse diagnostique, d\\\'identification de problématique/idée de projet et d\\\'élaboration de théorie de changement d\\\'un projet. Aussi, seront-ils outillés sur l\\\'élaboration de Note Conceptuelle et des documents accompagnant le SAP/projet standard du FVC.

Carmel Espéro LOKOSSOUDJIN

Projet Benkadi : la PASCiB œuvre pour le financement climatique au Bénin

La commune de Bopa abrite depuis hier, un atelier de renforcement des capacités sur la finance climatique et autres

fonds soutenant la GDT au Bénin, dans le cadre du projet Benkadi.



Officiellement lancé le jeudi 15 septembre 2022 à l'Hôtel Chez Théo à Possotomè, l'atelier, initié par la Plateforme des acteurs de la société civile au Bénin (PASCiB), a réuni plus d'une cinquantaine d'acteurs engagés dans les défis du changement climatique. Un tremplin de deux jours, qui informera ces ONG et OSC des opportunités à saisir pour la promotion de l'adaptation basée sur les écosystèmes.

« Travaillons ensemble dans la même direction pour réduire les vulnérabilités face aux changements climatiques ». C'est autour de ce thème que se dérouleront les différentes communications prévues ces deux jours de formation.

Pour le lancement officiel, après les mots de bienvenu et de gratitude du SP de la PASCiB, parole est donnée au Président pour présenter l'enjeu dudit atelier. « Nous avons remarqué que non seulement les informations utiles n'existent pas à tous les niveaux, individuellement, les organisations ont des informations et passent dessus. Ensuite, même si les informations existent, il y a toute une série de procédure, des mécanismes, des canevas et des compétences techniques qu'il faut avoir pour pouvoir mobiliser ces fonds ».

C'est le constat qu'a fait Aurélien Atidéglà, avant de revenir sur l'importance dudit atelier. À l'en croire, cette rencontre va permettre d'une part à toute l'équipe de Benkadi, d'avoir une vue complète sur les mécanismes existant aussi bien au niveau national, régional qu'international.

D'autre part, elle permettra à tous les partenaires directs de mise en œuvre de Benkadi, ainsi que les OSC membres des différents réseaux d'être outillés, préparés pour mutualiser leurs efforts et prendre des initiatives conjointes pour pouvoir relever les différents défis liés aux changements

climatiques. « Voilà le caractère innovateur de cet atelier », a précisé le Président de la PASCiB.



Nécessité de développer le financement climatique au Bénin

Apollinaire Gnanvi, Directeur général du Fond National pour l'Environnement et le Climat (FNEC) a officiellement lancé cet atelier à Possotomè, au nom du ministre du cadre de vie et du développement. Abordant les opportunités de financement et comme pour répondre à l'attente des participants, le DG en dénombre autant au niveau de l'adaptation au changement climatique qu'au niveau de l'atténuation au changement climatique. Il n'a pas manqué de rappeler les différents engagements pris par le gouvernement dans les accords internationaux pour atténuer les effets du changement climatique.

Ainsi, les ambitions du Bénin s'élèvent à 10.515, 88 milliards de dollars, soit 5 257 milliards 940 millions de Fcfa. La mobilisation des ressources financières pour endiguer les chocs climatiques et protéger les écosystèmes, est donc à cœur du gouvernement. Et pour bénéficier de ces financements, il faudrait nécessairement passer par les entités accréditées comme le FNEC, le PNUD, la FAO, etc.

Quant aux critères, il clarifie. « D'abord, il faut exister et démontrer les normes physiennes de base, c'est-à-dire tout ce qui concerne le conseil d'administration, les procès-verbaux, les états financiers, etc. Ensuite, il faudrait que les structures se mettent au pas, démontrer qu'elles sont responsables.

Enfin, il faudrait que le cycle de gestion du projet soit bien démontré afin que les mécanismes financiers puissent comprendre les capacités qui existent en matière de suivi évaluation et des projets et du reportage. Par ailleurs, la théorie de changement est impérative, car l'on doit sentir

dans les activités la culture du changement ».



Les attentes des participants sont donc énormes et précises. C'est ce que souligne la participante Christelle Dakpogan Hounghbedji, participante, Directrice exécutive de l'Organisation pour le développement durable et la biodiversité (ODDB ONG).

« Le présent atelier est pour nous l'occasion de découvrir les fonds disponibles pour les ONG en matière de climat, de gestion des terres, les critères d'éligibilité, dans le but d'atténuer les effets du changements climatiques, mais aussi d'avoir des stratégies d'adaptation », a-t-elle martelé, avant de rappeler les défis liés aux changements climatiques, notamment l'engagement de tous les acteurs.

À noter que cet atelier-ci bénéfique pour les ONG et OSC connaît son épilogue ce jour et rentre dans le cadre du projet Benkadi. Faut-il le rappeler, Benkadi est un projet sous régional qui vise à améliorer qualitativement l'efficacité des politiques publiques sur le changement climatique au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali. Il permettra de réduire les vulnérabilités face aux changements climatiques principalement dans les secteurs agricoles et de l'eau.

Au Bénin, il est coordonné par la PASCiB et touche cinq départements, soit 10 communes, à savoir : Grand Popo et Athiémé dans le Mono, Aguégues et Dangbo dans l'Ouémé, Ouinhi et Zakpota dans le Zou, Dassa et Ouèssè dans les Collines, Karimama et Malanville dans l'Alibori.

Arsène AZIZAH